



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,  
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

# **JARDIN DU LUXEMBOURG**

## **ACCORD-CADRE**

**REMISE EN ÉTAT ET FOURNITURE  
DE CAISSES D'ORANGERIE**

### **DCE**

**CAHIER DES CLAUSES  
PARTICULIÈRES  
(CCP)**

JANVIER 2025

## SOMMAIRE

Page

<b>ARTICLE 1. – Objet de l'accord-cadre – dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1. Modalités de l'accord-cadre.....	4
1.2. Pouvoir adjudicateur .....	4
1.3. Terminologie .....	4
1.4. Mission de l'entrepreneur .....	4
1.5. Utilisation de la langue française .....	4
<b>ARTICLE 2. – Pièces constitutives de l'accord-cadre .....</b>	<b>5</b>
2.1. Ordre de priorité.....	5
2.2. Pièces à remettre au titulaire .....	5
<b>ARTICLE 3. – Durée de l'accord-cadre et modalités de reconduction .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4. – Qualifications de l'entrepreneur.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5. – Prescriptions techniques.....</b>	<b>6</b>
5.1. Fourniture de caisses neuves à châssis métallique.....	7
5.1.1 Châssis métalliques neufs .....	7
5.1.2 Panneaux en bois.....	8
5.1.3 Plancher.....	9
5.1.4 Finitions .....	9
5.2. Fourniture de caisses neuves à châssis bois .....	10
5.2.1. Prescriptions techniques.....	10
5.2.2. Finitions .....	10
5.3. Fourniture de caisses neuves pour support de sapin de Noël.....	11
5.3.1. Châssis métalliques renforcés .....	11
5.3.2. Boule décorative .....	11
5.3.3. Pieds de caisse.....	11
5.3.4. Châssis .....	11
5.3.5. Plancher.....	12
5.3.6. Structure interne.....	12
5.3.7. Panneaux de bois.....	13
5.3.8. Finitions .....	13
5.4. Caisses à restaurer .....	14
5.4.1. Châssis à restaurer.....	14
5.4.2. Cas particulier des châssis en fonte .....	15
5.4.3. Panneaux et planchers .....	15
5.4.4. Finitions .....	15
5.5. Contrôle de l'exécution.....	15
<b>ARTICLE 6. – Prise en charge des caisses à restaurer.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 7. – Délais de livraison .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8. – Livraison, Admission, et délais de garantie .....</b>	<b>16</b>

8.1.	Livraison .....	16
8.2.	Admission .....	17
8.3.	Délai de garantie .....	17
<b>ARTICLE 9. – Prix et modalités de règlement.....</b>		<b>17</b>
9.1.	Forme et contenu des prix .....	17
9.2.	Variation dans les prix .....	18
9.2.1.	Mois d'établissement du prix .....	18
9.2.2.	Index de référence .....	18
9.2.3.	Modalités de révision des prix .....	18
9.3.	Règlement des comptes.....	19
9.4.	Délai de paiement et intérêts moratoires .....	19
9.5.	Comptable assignataire chargé du paiement .....	19
<b>ARTICLE 10. – Pénalités .....</b>		<b>19</b>
<b>ARTICLE 11. – Résiliation .....</b>		<b>20</b>
<b>ARTICLE 12. – Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles .....</b>		<b>20</b>
<b>ARTICLE 13. – Assurances .....</b>		<b>21</b>
<b>ARTICLE 14. – Convention sur la preuve .....</b>		<b>21</b>
<b>ARTICLE 15. – Attribution de compétence .....</b>		<b>21</b>
<b>ARTICLE 16. – Dérogations au CCAG .....</b>		<b>22</b>

## **ARTICLE 1. – OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Le présent accord-cadre a pour objet la remise en état et la fourniture de caisses d'orangerie pour le Jardin du Luxembourg, à Paris VI<sup>e</sup>.

### **1.1. Modalités de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est un marché de fournitures.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre ne comporte pas de minimum contractuel. En revanche, il comporte, conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, un montant maximal contractuel. Le montant maximal contractuel est de 220 000 € HT pour l'ensemble de la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où ce plafond serait sur le point d'être atteint avant la date d'échéance maximale de l'accord-cadre, définie à l'article 3 du présent cahier des clauses particulières, le marché sera résilié par décision du Sénat, sans indemnité pour le titulaire.

### **1.2. Pouvoir adjudicateur**

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

Il est représenté, pour l'exécution du présent marché, par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

### **1.3. Terminologie**

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes prestataire(s), entreprise(s) ou entrepreneur(s) seront, indifféremment, les termes retenus pour désigner le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre.

### **1.4. Mission de l'entrepreneur**

L'entrepreneur réalise les prestations qui lui sont confiées conformément aux conditions de l'accord-cadre et aux règles de sa profession. Il est tenu de se conformer aux instructions de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat, ainsi qu'à la réglementation nationale et locale.

### **1.5. Utilisation de la langue française**

La langue parlée sera exclusivement le français. L'entrepreneur devra donc s'assurer de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue.

De même, toutes les pièces écrites devront être rédigées en français, ou accompagnées d'une traduction.

## ARTICLE 2. – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- le bordereau de prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Journal Officiel* du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- l'offre technique du titulaire, notamment les réponses au cahier des réponses attendues ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### 2.2. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification de l'accord-cadre comprendra une copie de l'acte d'engagement et du bordereau de prix unitaires. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion de l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), ainsi que des caractéristiques du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de son offre, notamment celles liées à la réalisation de prestations en milieu occupé, dans un site sensible sur les plans institutionnel, sécuritaire et patrimonial.

Tout ouvrage figurant aux documents graphiques et non décrit dans les pièces écrites est formellement dû, et *vice versa*.

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

Le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition, générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Sénat.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi en cas de litige.

### **ARTICLE 3. – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET MODALITÉS DE RECONDUCTION**

L'accord-cadre s'exécute, à compter de sa notification, qui devrait intervenir en avril 2025, pour une durée d'un an. En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, il peut être tacitement reconduit trois fois pour une durée d'une année.

L'attributaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à condition d'en informer, par lettre recommandée avec avis de réception, l'attributaire au moins trois mois avant la date d'échéance annuelle de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'accord-cadre s'achèverait sans qu'un nouvel attributaire ait été désigné, ou sans que l'entrée en vigueur du nouvel accord-cadre puisse intervenir à la date anniversaire, l'attributaire sera tenu de continuer l'exécution de l'accord-cadre dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

### **ARTICLE 4. – QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

Au cas où le titulaire viendrait à perdre sa qualification ou ne présenterait plus des références professionnelles suffisantes, il pourrait être mis fin à sa participation à l'accord-cadre, sans indemnisation, par simple décision du pouvoir adjudicateur, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec un préavis d'un mois.

### **ARTICLE 5. – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Le Sénat possède environ 210 plantes d'orangerie cultivées dans des caisses de bois équipées de cadres en fer ou en fonte pour les plus anciennes, dont chaque côté varie entre 0,60 m et 1,35 m. Ces caisses doivent être suffisamment solides pour supporter le poids de plantes pouvant atteindre plusieurs tonnes pour les caisses les plus grandes. Chaque année, des travaux sont rendus nécessaires par la détérioration des éléments en bois et la corrosion par la rouille des ferrures qui en forment l'ossature. Lorsque leur dégradation est trop avancée pour envisager une restauration, les caisses ou les châssis sont remplacés par des caisses ou châssis neufs de même modèle et de mêmes dimensions

Les prestations incluses dans l'accord-cadre sont donc les suivantes :

- Fourniture de trois types de caisses neuves :
  - Caisses à châssis métallique ;
  - Caisses à châssis bois ;
  - Caisses spécifiques pour support de sapin de Noël.
- Restauration de caisses existantes.

## 5.1. Fourniture de caisses neuves à châssis métallique

### 5.1.1 Châssis métalliques neufs

Les châssis métalliques neufs doivent répondre en tous points aux plans types. Les cotes codées sur les plans font référence au carnet de cotes joint en annexe. Les cotes chiffrées sont standard pour tous les modèles de caisses.

Une tolérance de 0,5 % sera toutefois accordée sur les cotes indiquées.

Un châssis neuf est constitué de 4 poteaux métalliques, de profilé carré (cote b1). Sur chaque profilé sont soudés 2 carrés métalliques servant au maintien intérieur des panneaux bois. Ces carrés sont d'une dimension de 15 x 15 mm, quel que soit le modèle de caisse et d'une longueur légèrement inférieure à la hauteur du poteau (pouvant aller jusqu'à 80 % de la hauteur suivant les caisses), afin de faciliter le dé-panneautage des panneaux bois.

Sur l'extrémité haute des poteaux, un fer plat (épaisseur 10 mm) est soudé sur l'intérieur du carré et percé et taraudé afin de visser la tige filetée de la boule décorative (Cf. plan élévation boule).

Quatre boules décoratives, de dimensions conformes à la taille de la caisse (cf. plans) doivent être fabriquées et fixées.

Les boules peuvent être en résine de polyester ou métalliques. Elles devront avoir reçu une couche d'accrochage spécifique à leur matériau constitutif pour faciliter la mise en peinture ultérieure. La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins précisera à chaque commande le type de boule accepté.

En bas des poteaux, le pied de la caisse est soudé. Il est constitué d'une estrade successive de deux fers plats (cotes f, j1, g, g1). L'estrade en surface avec le sol (cote g1) est légèrement plus grande que la seconde estrade (cote j1). La partie intermédiaire entre ces estrades est soudée et fraisée sur les angles pour former un chanfrein régulier de 45° d'une hauteur  $P_i$ . Le dessous des pieds de caisses doit être plein.

En fond de caisse, les liaisons entre les poteaux s'effectuent grâce à des cornières (cote b1), assemblées par soudage aux poteaux, et deux fers plats sont soudés sur la cornière (cote a7, de même épaisseur que la cornière du châssis cote b2). La distance entre cornière et fer plat est de la cote a6. Sur les caisses de dimension inférieure à 800 mm, un seul fer plat est soudé au milieu.

Pour assurer une meilleure cohésion et permettre d'appuyer les fourches des engins de transport des caisses sur les fers plats et non sur les planches constituant le plancher, des fers plats sont soudés perpendiculairement selon le schéma de la coupe horizontale niveau plancher métallique.

Aux quatre angles du châssis, des pièces triangulaires viennent renforcer l'ensemble, d'une longueur égale à 20 % au moins de la longueur de la caisse (cote a16).

Les renforts extérieurs de la caisse (gousset d'angle) sont constitués de 8 équerres en plat (cotes d et d1, épaisseur cote a10), sur tous les angles de la caisse. Cette pièce est découpée en respectant la forme du plan. Elle est soudée en continu sur le poteau et les

cornières. Dix rivets à vocation décorative sont répartis sur sa surface, leur taille est à ajuster selon la dimension de la caisse (cote Ri).

Les barres extérieures d'assemblage sont constituées de 2 parties coniques aux extrémités. Les panneaux ainsi que les poteaux sont maintenus par un système de barre métallique extérieure amovible (Cf. carnet de détail des poteaux) venant se verrouiller dans les parties coniques. Ce principe est conservé pour la totalité des caisses.

Les dimensions indiquées sur le croquis pour une caisse de 100 mm devront être prises de façon proportionnelle pour une autre caisse. Ces pièces subissant des contraintes importantes, l'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que le système de fermeture en cône doit être strictement respecté pour que les deux parties mâle et femelle s'ajustent parfaitement. La partie mâle doit être réalisée impérativement en rechargement à la soudure électrique et ajustée par meulage.

**Pour l'ensemble des pièces métalliques, les cordons de soudure doivent être continus et parfaitement lissés (pas de soudure en points par points). Ils seront réalisés en rechargement selon le procédé adapté, conformément à la description fournie par le titulaire dans son offre.**

#### **5.1.2 Panneaux en bois**

Les panneaux peuvent être en bois imputrescible ou en bois thermochauffé.

Les panneaux proposés en bois imputrescible seront en chêne ou bois exotique (type Tali ou équivalent), ou en toute autre essence de bois ; ils seront mi-durs à durs, exempts d'aubier. Le bois utilisé, quelle que soit son essence, doit être choisi de qualité supérieure : aucun nœud, ni aucune fissure ne seront admis. Le titulaire devra fournir les certificats précisant que le bois provient de forêts gérées en développement durable. Il précisera l'indice de dureté des bois Monnin pour les bois fournis, qui devra être supérieur à 3,5.

Le bois thermochauffé doit avoir été traité selon un procédé qui garantit son imputrescibilité à cœur. Comme pour les bois imputrescibles proposés, les exigences de dimensions et de conception mentionnées ci-dessous doivent être intégralement respectées.

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins précisera à chaque commande la nature des panneaux demandés.

L'épaisseur des panneaux varie en fonction de la taille de la caisse (cf. carnets de détails joints au présent cahier des clauses particulières et tableau de références – cote « j3 »).

Les panneaux sont constitués de lames de bois assemblées par rainures et languettes à mi-bois de largeur définie par le tableau de références, cote « t », ainsi que de barres métalliques d'assemblages intérieurs et d'un U métallique s'encastant entre les lames de bois sur le sommet du panneau (cote j3). Les panneaux destinés aux caisses de 800 mm et au-delà sont munis sur leur face intérieure de deux barres de renfort métalliques, tandis que les panneaux destinés aux caisses de dimensions inférieures n'ont qu'une barre intérieure de renfort.

Les vis qui maintiennent ces barres d'assemblage sont vissées au milieu d'une planche et non pas entre deux planches (vis à tête fraisée invisible à raison d'une par planche).



La partie basse du panneau doit être chanfreinée de manière à ce que la surface extérieure soit alignée avec celle du châssis.

Chaque panneau est réalisé sur mesure de manière à être parfaitement ajusté à la caisse pour laquelle il a été confectionné. Les dimensions des panneaux sont donc données à titre indicatif et nécessitent d'être ajustées lors de l'assemblage.

L'attention du titulaire est appelée sur le calepinage du rainurage en fonction de la taille finie de la caisse.

L'assemblage des panneaux doit être soigné. Les panneaux doivent rester étanches, même par période chaude.

### **5.1.3 Plancher**

Le plancher est constitué de planches en bois de même nature que les panneaux (cf. article 5.1.2) ou de lamelles métalliques (aluminium ou métal inoxydable). La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins précisera à chaque commande le type de lamelles accepté.

Les planches ou lamelles sont d'une épaisseur de 40 mm et d'un nombre et d'une largeur variables suivant les caisses avec 3 tailles différentes : 100 / 150 / 200 mm (Cf. carnet de cotes, cotes x et y).

Ces planches formant le plancher de la caisse ne sont pas jointes : un intervalle libre de 25 mm minimum entre chaque planche doit être laissé pour assurer le drainage. L'écartement sera maintenu par des cales amovibles à fournir par le titulaire.

Les deux planches d'extrémité se trouvant sous les poteaux de bois ont une encoche si nécessaire pour respecter l'intervalle entre chaque planche et doivent pouvoir se retirer sans trop forcer afin de faciliter le traitement ultérieur du bois.

Les parties métalliques des caisses neuves seront constituées soit d'acier, obligatoirement **galvanisé à chaud** pour obtenir une protection efficace et pérenne de ces aciers, soit d'inox.

Les matériaux proposés devront correspondre aux fiches techniques fournies dans l'offre du titulaire.

### **5.1.4 Finitions**

L'ensemble des éléments en bois est recouvert d'un produit contre les insectes du bois dont la fiche technique sera conforme à celle fournie dans l'offre du titulaire.

L'ensemble des pièces métalliques est recouvert d'une peinture antirouille noire, spécifique au métal.

Pour les caisses neuves, une étiquette métallique, portant le numéro de châssis et similaire aux étiquettes existantes, est à fournir.

*N.B.* La mise en peinture des éléments en bois n'est pas due par le titulaire.

## **5.2. Fourniture de caisses neuves à châssis bois**

### **5.2.1. Prescriptions techniques**

Les caisses de 50 x 50 cm et 60 x 60 cm, dites « tout bois », sont constituées :

- de quatre panneaux rainurés en contreplaqué marine de 22 mm d'épaisseur formant motif de lames assemblées ;
- de quatre poteaux ;
- d'un cadre de fond en bois ;
- d'un plancher en contreplaqué marine de 27 mm minimum d'épaisseur, percé de neuf trous de drainage.

Le cadre de fond peut être en bois imputrescible ou en bois thermochauffé.

Les cadres de fond sont proposés en bois imputrescible seront en chêne ou en bois exotique (type Tali ou équivalent), ou en toute autre essence de bois, d'au moins même résistance et même durabilité. Les bois seront mi-durs à durs, exempts d'aubier. Le bois utilisé, quelle que soit son essence, doit être choisi de qualité supérieure : aucun nœud, ni aucune fissure ne seront admis. Le titulaire devra fournir les certificats précisant que le bois provient de forêts gérées en développement durable. Il précisera l'indice de dureté des bois Monnin pour les bois fournis, qui devra être supérieur à 3,5.

Les cadres de fond en bois thermochauffé doivent être traités selon un procédé qui garantit son imputrescibilité à cœur.

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins précisera à chaque commande le type de bois accepté pour les panneaux.

Après assemblage des divers éléments en bois constitutifs de la caisse, l'ensemble est renforcé sur l'extérieur par la pose d'une barre métallique de 4 cm de haut et de 4 mm d'épaisseur, et le cadre de fond est renforcé sur tout le pourtour de sa face inférieure par un cadre en cornière de même épaisseur et de 3 cm de large.

Sur les cornières, sont soudés 2 fers plats permettant de renforcer le fond.

Les dimensions de la caisse 50 x 50 cm devront correspondre, de manière homothétique, aux cotes des plans type d'une caisse « tout bois » de 60 x 60 cm.

### **5.2.2. Finitions**

L'ensemble des éléments en bois est recouvert d'un produit contre les insectes du bois, dont la fiche technique sera conforme à celle fournie dans l'offre du titulaire.

L'ensemble des pièces métalliques est recouvert d'une peinture antirouille noire, spécifique au métal.

Pour les caisses neuves, une étiquette métallique, portant le numéro de châssis et similaire aux étiquettes existantes, est à fournir.

*N.B.* La mise en peinture des éléments en bois n'est pas due par le titulaire.

### **5.3. Fourniture de caisses neuves pour support de sapin de Noël**

#### **5.3.1. Châssis métalliques renforcés**

Les châssis métalliques renforcés doivent répondre en tous points aux plans du carnet de détail annexé au présent cahier des clauses particulières. Une tolérance de 0,5 % sera accordée sur les cotes indiquées.

Les châssis renforcés seront constitués de 4 poteaux métalliques, de profilé carré de 120 x 120 (cotes en mm).

#### **5.3.2. Boule décorative**

Les poteaux sont surmontés d'une boule décorative en métal, dont le dessin et les cotes sont donnés dans le carnet de détail (croquis n° 2).

Sur l'extrémité haute des poteaux, un fer plat (épaisseur 10 mm) sera soudé sur l'intérieur du carré ; il sera percé et taraudé afin de visser la tige filetée de la boule décorative, selon le carnet de détail (croquis n° 2).

#### **5.3.3. Pieds de caisse**

Les pieds de la caisse seront soudés en bas des poteaux. Ils seront constitués d'une estrade de 200 x 70 (cotes en mm). Ils seront centrés sous le poteau. Le dessous des pieds de caisses devra être plein.

#### **5.3.4. Châssis**

Les liaisons entre les poteaux s'effectueront grâce à des cornières soudées aux poteaux. Leur position sur le poteau est donnée dans le carnet de détail (croquis n° 5).

Les cornières auront les positionnements et dimensions (en mm) suivants :

- en fond de caisse, cornière L1 : 110 x 110 x 10 ;
- en haut de caisse, cornière L2 : 70 x 70 x 7 ;
- cornière L3 : 40 x 40 x 4, soudée sur la cornière L1 à 3 cm du haut de cette dernière pour supporter le panneau de bois de façade (voir carnet de détail, croquis n° 7).

La structure qui supporte le plancher est constituée des cornières L1 et L2 précitées, sous lesquelles sont soudées des cornières en U de dimensions U1 : 160 x 65 x 7.5 (cotes en mm) selon carnet de détail, croquis n° 5.

Deux cornières U1 serviront de guides pour les fourches des engins de levage. Elles seront soudées sous les cornières L1 de deux faces opposées, le long des cornières L1 des autres faces. L'écartement entre ces deux cornières sera d'environ 61 cm.

Deux autres cornières U1 seront soudées perpendiculairement aux premières pour renforcer la structure porteuse. Elles seront écartées l'une de l'autre de 30 cm.

Les côtés des bacs seront renforcés par des structures en croix de Saint-André soudées sur les poteaux et cornières. Les croix de Saint-André seront constituées de cornières L3 de dimension 40 x 40 x 4 (cotes en mm). Elles seront soudées en leur croisement.

Sur deux côtés opposés, les croix de Saint-André seront fixées à mi-hauteur des bacs. Sur les deux autres côtés, les croix de Saint-André seront fixées sur le haut du bac. Les deux côtés sur lesquels la croix de Saint-André est « écrasée » correspondent aux faces sur lesquelles les guides pour les fourches de levage sont présentes.

#### **5.3.5. Plancher**

Le fond de caisse supportera un plancher métallique plein de 10 mm d'épaisseur qui reposera sur les cornières L1. Ce plancher sera perforé en son centre (diamètre de la perforation : 80 mm) pour permettre l'évacuation de l'eau.

La tôle du plancher sera ajustée pour reposer sur les cornières L1 de la structure basse du bac sur lesquelles elle sera soudée.

Sur le plancher, sera soudé un cadre métallique replié en partie basse sur 5 cm, constitué d'une tôle d'une épaisseur de 3 mm. La partie repliée sera soudée sur le plancher.

#### **5.3.6. Structure interne**

La structure centrale qui accueillera le tronc du sapin sera constituée en partie basse d'un fourreau soudé sur le plancher, et en partie haute d'un cerclage fixé sur poteaux et cornières hautes L2 par une platine, selon carnet de détail (croquis n<sup>os</sup> 6 et 7).

En partie basse :

- le fourreau sera d'un diamètre intérieur de 30 cm, d'une épaisseur de 6 mm, et d'une hauteur de 60 cm. Il sera soudé sur le plancher métallique, et percé en 6 points répartis sur le tour en partie supérieure. Les trous, sur lesquels seront soudés des écrous, seront dimensionnés pour pouvoir accueillir des tiges filetées M18 ;
- 6 tiges filetées seront fournies, filetage M18, et insérées dans les trous. Leur extrémité, du côté intérieur du bac, sera équipée de plaques en angle pour une meilleure prise sur le tronc du sapin. L'extrémité tournée vers l'extérieur du bac, sera équipé de poignées permettant une manœuvre aisée de serrage ;
- cinq lumières verticales de 10 mm de large seront réparties autour du fourreau, du niveau du plancher jusqu'à 15 cm de sa hauteur.

En partie haute :

- la structure supérieure sera réalisée selon le schéma donné dans le carnet de détail, croquis n<sup>os</sup> 6 et 7. Toutes les dimensions et cotes devront être respectées, pour que la rigidité et la stabilité de l'ensemble soient assurées ;
- le cerclage supérieur sera constitué d'un fourreau de diamètre intérieur de 40 cm, d'une épaisseur de 6 mm, et d'une hauteur de 15 cm. Il sera percé en 6 points répartis sur le tour en partie inférieure ;

- les 6 tiges filetées de filetage M18 seront fournies avec plaque et poignées de serrage, insérées dans les trous sur lesquels sont soudés des écrous ;
- le cerclage est relié au châssis par des structures métalliques de 6 mm d'épaisseur, et des fers en T (cornières T1 : 80 x 80 x 8 mm), conformément au carnet de détail (croquis n<sup>os</sup> 6 et 7) ;
- à 15 cm du haut de chaque poteau, juste au-dessus de la platine, un dispositif d'ancrage pour haubanage sera soudé sur la platine et sur le poteau. Le modèle d'ancrage proposé est un dispositif de type « gousset perforé » pour le passage du câble du hauban. Le diamètre de la perforation sera de 2,5 cm. La résistance de ce point d'ancrage devra être garantie pour 1 tonne au moins ;
- la planéité de la structure devra permettre de supporter des panneaux de bois amovibles, qui viendront ensuite cacher l'intérieur de la caisse.

#### **5.3.7. Panneaux de bois**

Les panneaux seront réalisés en panneau de contreplaqué marine de 30 mm d'épaisseur, 1 250 mm de hauteur et 1 030 mm de large.

Huit rainures, réparties sur la largeur du panneau, seront réalisées. Les panneaux seront réalisés sur mesure de manière à être parfaitement ajustés à la caisse. Les dimensions des panneaux sont donc données à titre indicatif et nécessiteront d'être vérifiées lors de l'assemblage.

En partie supérieure, un U métallique (cornière U2 : 30 x 30 x 2 mm) s'encastrent dans le panneau permettra de protéger les bords du panneau.

En partie basse, pour pouvoir glisser le panneau derrière la cornière L1, le panneau de bois doit être chanfreiné de manière à ce que sa surface extérieure soit alignée avec celle de la cornière.

Les panneaux seront amovibles et fixés en partie haute par un système de vis « papillon ».

**Pour l'ensemble des pièces métalliques, les cordons de soudure doivent être continus et parfaitement lissés (pas de soudure en points par points). Ils seront réalisés en rechargement selon le procédé adapté, conformément à la description fournie par le titulaire dans son offre.**

#### **5.3.8. Finitions**

L'ensemble des pièces métalliques sera recouvert d'une peinture antirouille spécifique pour le métal, noire ou finition satinée ; les panneaux en bois seront peints (une couche de primaire, deux couches de peinture d'apprêt spécifique pour le bois, finition satinée, couleur RAL). La couleur de la peinture, qui devrait être le RAL 6013, sera indiquée au titulaire par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

## **5.4. Caisses à restaurer**

### **5.4.1. Châssis à restaurer**

Le titulaire effectue une vérification soigneuse de toutes les pièces constituant le châssis métallique.

Cette vérification a pour but de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la consolidation et/ou à la réparation des parties défectueuses et à la mise en conformité esthétique des châssis par rapport au plan type d'une caisse figurant dans le carnet de détails.

La restauration métallique commence obligatoirement par un sablage et décapage systématique de toutes les pièces métalliques du châssis à restaurer.

Tous les éléments métalliques détériorés doivent être refaits conformément au schéma donné dans le carnet de détails et aux indications du tableau de cotes.

Les poteaux bois situés aux 4 angles sont supprimés et remplacés par une cornière métallique d'une dimension appropriée pour constituer un poteau carré (Cf. plans). Sur cette cornière, sont rajoutés 2 carrés pleins métalliques de dimension 15 x 15 mm quel que soit le modèle de caisse, et d'une longueur légèrement inférieure à la hauteur du poteau (pouvant aller jusqu'à 80 % de la hauteur suivant les caisses), afin de faciliter le dé-panneautage des panneaux bois.

Pour les caisses à restaurer, les trous réservés dans les poteaux métalliques pour fixer les poteaux de bois sont rebouchés de façon soignée après fixation, ainsi que les trous dans la cornière métallique en U au sommet des panneaux, soit en soudure, soit avec un produit type Synthofer ou équivalent.

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur les éventuelles fissures des pieds.

Les rivets manquants ou détériorés sur les goussets d'angle de pied de caisse sont remplacés par des rivets de taille identique, à vocation décorative.

Les barres extérieures de fermeture de la caisse sont remplacées si nécessaire par des barres neuves autant que de besoin. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le détail des systèmes de fermeture en cône qui permettent à ces barres de tenir une fois les panneaux mis en place (cf. carnet de détails). Ce cône doit être bien ajusté de sorte à ce qu'il s'emboîte parfaitement dans le gond.

En cas de remplacement des barres transversales du fond de caisse, ces barres doivent être soudées dans l'épaisseur du fer formant cornière en fond de caisse et ne doivent pas être placées en surépaisseur. Il en est de même pour les goussets d'angle du fond de la caisse.

La fixation des boules doit également être vérifiée, elles ne doivent absolument pas bouger à l'issue de la restauration.

S'il y a des boules manquantes, cassées ou non conformes au plan, elles doivent être remplacées à l'identique, conformément au descriptif indiqué dans le chapitre 5.1.1.

L'étiquette portant le numéro de châssis est à changer si elle est cassée ou fissurée par une autre de taille identique.

**Pour l'ensemble des pièces métalliques, les cordons de soudure doivent être continus et parfaitement lissés (pas de soudure en points par points). Ils seront réalisés en rechargement selon le procédé adapté, conformément à la description fournie par le titulaire dans son offre.**

#### ***5.4.2. Cas particulier des châssis en fonte***

La liste des châssis à restaurer peut inclure des châssis en fonte. Le travail attendu est alors un travail de consolidation et de mise en conformité esthétique, autant que possible, du châssis par rapport au plan type d'une caisse en fer.

Les goujons servant à maintenir les barres de ceinture en place sont systématiquement remplacés par des goujons neufs.

Une couche de plâtre doit être étalée le long des poteaux en fonte afin de les imperméabiliser de la terre et de l'eau.

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur les éventuelles fissures des pieds.

#### ***5.4.3. Panneaux et planchers***

Les panneaux en bois et planchers en bois ou en métal des caisses à restaurer sont systématiquement refaits, conformément au descriptif indiqué dans les chapitres 5.1.2 et 5.1.3.

#### ***5.4.4. Finitions***

L'ensemble des éléments en bois est recouvert d'un produit contre les insectes du bois, dont la fiche technique sera conforme à celle fournie dans l'offre du titulaire.

L'ensemble des pièces métalliques est recouvert d'une peinture antirouille noire, spécifique au métal.

Pour les caisses rénovées, une étiquette métallique, portant le numéro de châssis et similaire aux étiquettes existantes est à fournir.

### **5.5. Contrôle de l'exécution**

Les caisses neuves et/ou restaurées font systématiquement l'objet d'une visite de contrôle en atelier par un représentant de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, afin de valider la qualité du travail exécuté et de vérifier l'exactitude des cotes par rapport aux plans, avant livraison.

La date de cette visite est fixée d'un commun accord entre les parties, dans le respect des délais imposés par le bon de commande

## **ARTICLE 6. – PRISE EN CHARGE DES CAISSES À RESTAURER**

Les châssis des caisses à restaurer sont récupérés au Jardin du Luxembourg à compter de la date du bon de commande (à titre indicatif, un bon de commande au printemps de chaque année).

Dans l'hypothèse où l'entrepreneur jugerait l'état des châssis trop dégradé pour en assurer la restauration, il pourra proposer son remplacement par un châssis neuf, en justifiant de l'impossibilité de réparation.

## **ARTICLE 7. – DÉLAIS DE LIVRAISON**

À titre indicatif, un bon de commande annuel est émis en avril pour les caisses à restaurer et les caisses neuves à fournir. Sauf indication contraire dans ce bon de commande, et à condition que celui-ci soit notifié au titulaire avant le 30 avril, les caisses restaurées et les caisses neuves devront être livrées au plus tard le 15 octobre suivant.

En dehors de ce bon de commande annuel, le délai maximal de livraison d'une caisse neuve est celui indiqué dans l'acte d'engagement du titulaire.

## **ARTICLE 8. – LIVRAISON, ADMISSION, ET DÉLAIS DE GARANTIE**

### **8.1. Livraison**

Les caisses objet du présent marché seront, sauf indication contraire de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, livrées par le titulaire dans l'Orangerie Férou du Jardin du Luxembourg.

Les livraisons auront lieu impérativement le matin, avant 11 h 30, à la date fixée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

L'accès au Jardin, dont l'adresse sera précisée au titulaire, se fera ensuite en contactant le poste des surveillants du Jardin qui procéderont à l'ouverture des portes du Jardin.

Les demandes de livraison doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au moins trois jours ouvrés à l'avance. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom, les date et lieu de naissance et la qualité de tous les passagers, le motif de la demande (objet de la livraison), la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. Le titulaire y joint une copie de la carte d'immatriculation du véhicule. Ces créneaux devront être validés par le Sénat.

Par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-FCS :

- les impératifs du Sénat pouvant conduire à reporter ou annuler une livraison au dernier moment, le titulaire est tenu, dans cette hypothèse, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de programmer une nouvelle livraison ;
- pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice.



L'accès au Jardin du Luxembourg n'est autorisé qu'aux véhicules non articulés, d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 16 tonnes, et d'une dimension maximum de 2,50 mètres (largeur), 9 mètres (longueur) et 3,50 mètres (hauteur). Le titulaire doit respecter le plan des charges admissibles figurant en annexe au présent cahier des clauses particulières.

Les véhicules devront respecter l'itinéraire indiqué par Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins jusqu'au site de livraison. L'entreprise titulaire fait son affaire de la livraison, de la manutention et du déballage. En aucun cas elle ne recevra de l'aide de la part des services du Sénat pour ces opérations. Elle assure en outre la reprise des emballages et le nettoyage éventuel du site.

Tout manquement donnera lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCP en cas de manquement à la sécurité.

## **8.2. Admission**

Conformément à l'article 28 du CCAG-FCS, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins dispose d'un délai de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Dans le cas où la ou les caisses livrées ne seraient pas conformes aux prescriptions du présent marché, l'entrepreneur sera tenu de reprendre les caisses. La livraison des caisses conformes devra intervenir avant la date limite indiquée dans chaque bon de commande. Dans le cas contraire, des pénalités de retard pourront être appliquées.

## **8.3. Délai de garantie**

Une garantie d'une durée minimale d'un an est applicable, sauf durée plus longue proposée par le titulaire dans son offre.

Les défauts constatés ou les incidents survenus seront notifiés à l'entrepreneur pour qu'il puisse entreprendre les réparations dans un délai de deux mois. Passé ce délai, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins pourra faire procéder, d'office et au frais de l'entrepreneur, aux réparations nécessaires, sans préjudice des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un préjudice.

# **ARTICLE 9. – PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

## **9.1. Forme et contenu des prix**

Le prix des prestations est calculé par application aux quantités commandées des prix unitaires figurant au bordereau de prix unitaires.

Les prix sont libellés en euros.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes

les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## **9.2. Variation dans les prix**

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont révisables à chaque reconduction annuelle de l'accord-cadre, dans les conditions fixées ci-après.

### **9.2.1. Mois d'établissement du prix**

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiales, telle qu'indiquée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé mois zéro.

### **9.2.2. Index de référence**

Les index de référence sont :

- BT19b : menuiserie extérieure en bois (INSEE identifiant 001710963, base 2010)

et

- BT42 : menuiserie en acier et serrurerie (INSEE identifiant 001710975, base 2010).

### **9.2.3. Modalités de révision des prix**

La révision des prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision  $C$  donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \times \frac{0,6 \times BT19b_n + 0,4 \times BT42_n}{0,6 \times BT19b_0 + 0,4 \times BT42_0}$$

dans laquelle :

- $BT19b_0$  et  $BT42_0$  sont, respectivement, les valeurs prises par les index de référence mentionnés au 9.2.2 au mois zéro ;
- $BT19b_n$  et  $BT42_n$  sont, respectivement, les dernières valeurs connues des mêmes index au premier jour du mois précédant la révision, y compris lorsqu'il s'agit de valeurs provisoires.

Le coefficient de révision applicable est celui résultant de la dernière révision périodique précédant la notification du bon de commande.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de bordereau de prix unitaires révisés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cours du mois précédant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

### **9.3. Règlement des comptes**

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-FCS, sous réserve des précisions ci-dessous.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement définitif après complète exécution.

Il ne donne lieu, en principe, qu'à un paiement unique. Toutefois, un acompte pourra être versé au titulaire en cas d'exécution partielle. Seul le paiement du solde a le caractère d'un règlement définitif.

Le titulaire adresse ses demandes de paiement à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, via la plateforme électronique indiquée sur le bon de commande correspondant.

Les demandes de paiement comprennent les mentions prévues au CCAG-FCS.

Le titulaire joint à chacune de ses demandes de paiement :

- la copie du bon de commande et, le cas échéant, du devis correspondant ;
- tous documents justificatifs.

### **9.4. Délai de paiement et intérêts moratoires**

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

### **9.5. Comptable assignataire chargé du paiement**

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues pour l'exécution des prestations du présent marché est le Trésorier du Sénat, 15, rue de Vaugirard - 75006 Paris.

## **ARTICLE 10. – PÉNALITÉS**

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont dues dès le premier euro. Elles sont plafonnées à 30 % du montant total hors taxes de chaque bon de commande.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation d'un manquement ou d'un retard par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans mise en demeure préalable.

En aucun cas, le titulaire ne pourra, pour justifier ses retards ou manquements, invoquer le manque de renseignements ou d'instructions, l'obligation de les provoquer suffisamment à l'avance lui incombant.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Il sera fait application des pénalités suivantes :

	<b>Par infraction et/ou par jour calendaire</b>
Manquement aux règles de sécurité édictées par le Sénat, manquement à la sécurité des personnes et des biens	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €
Non-respect d'une injonction de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, après mise en demeure	100 €
Retard dans la livraison par jour calendaire	75 €
Non-respect d'une autre prescription du marché	100 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « non-respect d'une autre prescription du marché » n'est pas libératoire.

## **ARTICLE 11. – RÉSILIATION**

Le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord-cadre, la résiliation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

## **ARTICLE 12. – OBLIGATIONS DE NEUTRALITÉ, DE CONFIDENTIALITÉ ET DE DISCRÉTION PROFESSIONNELLES**

Les personnels du titulaire sont liés, pendant l'exécution du marché, par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation de discrétion et de confidentialité professionnelles continue de s'appliquer postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les

faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;

- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

### **ARTICLE 13. – ASSURANCES**

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol. Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, il devra justifier de cette souscription au plus tard dans les quinze jours suivant la notification du présent marché et avant tout début d'exécution des prestations, puis à la demande du Sénat, à tout moment durant l'exécution du marché, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de dégâts causés aux végétaux du Jardin du Luxembourg, il sera fait application du barème de dédommagement figurant en annexe du présent document.

### **ARTICLE 14. – CONVENTION SUR LA PREUVE**

Le pouvoir adjudicateur et les titulaires conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent accord-cadre reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

### **ARTICLE 15. – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

**ARTICLE 16. – DÉROGATIONS AU CCAG**

<b>Article du CCAG – FCS auquel il est dérogé</b>	<b>Article du CCP portant stipulations dérogatoires</b>
4.1 (priorité des pièces)	2.1 (ordre de priorité)
4.2.1 (pièces à remettre)	2.2 (pièces à remettre au titulaire)
5.3 (livraison)	8.1 (livraison)
14 (pénalités)	10 (pénalités)
38 et 42 (résiliation)	11 (résiliation)

## **LISTES DES ANNEXES**

Annexe n° 1 : Photographies

Annexe n° 2 : Carnet de détails cotés pour une caisse « tout bois » de 60 x 60 cm

Annexe n° 3 : Carnet de détails cotés pour une caisse neuve métallique

Annexe n° 4 : Carnet de détails cotés pour caisse à sapin de Noël

Annexe n° 5 : Carnet de détails cotés pour une caisse à restaurer

Annexe n° 6 : Carnet de détails cotés – divers

Annexe n° 7 : Carnet de cotes (page de garde .pdf et document .xlsx)

Annexe n° 8 : Barème d'indemnisation en cas de dégâts causés aux arbres du Jardin du Luxembourg

Annexe n° 9 : Plan des circulations et des surcharges admissibles au-dessus des constructions souterraines

**ANNEXE**  
—  
**Photographies**

Châssis



Exemple de poteau acier

